

RAPPORT DE SYNTHÈSE - ETUDE
IMPACT COVID - ESS & VA 2020

QUELS IMPACTS SUR LES STRUCTURES DE L'ESS ET LA VIE ASSOCIATIVE ?



Ce projet est cofinancé par l'Etat, au titre du contrat plan 2015/2020 et l'Union Européenne. L'Europe s'engage à la Réunion avec le Fonds social Européen - FSE. Avec la participation de la Région Réunion.



Sommaire

1- Rappel du secteur ESS.....	3
2- Quelques chiffres sur le secteur.....	4
3- Méthodologie.....	5
4- Echantillonnage de l'enquête.....	7
5- Objectifs.....	9
6- Constats.....	10
7- Les mesures mobilisées.....	15
8- Focus sur le PGE.....	16
9- L'activité partielle.....	20
10- Les besoins.....	21
11- Les difficultés.....	24
12- Regards croisés.....	26
13- ESS et territoires.....	29



Rappel du secteur ESS



Associations



Entreprises ayant
qualité de l'ESS

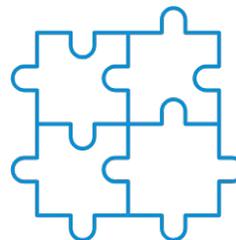


CAE
SCOP
SCIC
Banques

Coopératives



Fondations



Mutuelles

Quelques chiffres clés sur l'ESS

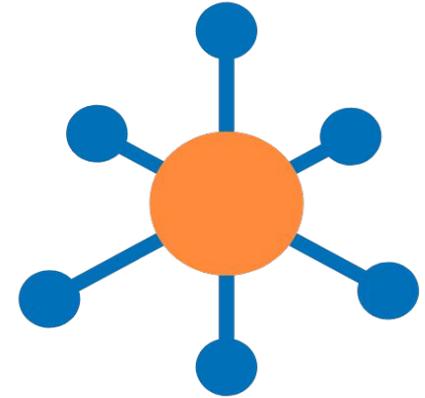


25 739 salarié.e.s

2 146 établissements
employeurs



11% de l'emploi régional
(public et privé)



17,6% de l'emploi régional
privé

> 57,5% des emplois occupés par des femmes

> 631 millions d'euros de salaires bruts distribués

Méthodologie

Construction



Le contenu s'est appuyé sur :

les enquêtes lancés en mars 2020 :



- Mouvement associatif
- LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
- CRESS
- les retours de terrain à quantifier...

Cadre RGPD :



- respect de la confidentialité des données personnelles récoltées

Les compléments apportés par les partenaires:



- DJSCS
- DIECCTE
- membres du collectif KAZ ASSO: CRAJEP, LIGUE, MAR

Méthodologie

Forme du questionnaire

➤ **34 Questions**
dont 1 sur validation RGPD

➤ **2 sections**
-Identification/profil de l'établissement
-Les impacts du COVID 19 sur l'établissement

➤ **Thématiques**
-Identifier le modèles économiques
-Mesurer l'impact sur les entreprises: *financier *organisationnel
-Identifier les difficultés rencontrées dans la mobilisation des mesures économiques *financier *organisationnel
-Cibler des besoins à court, moyen terme



Echantillonnage de l'enquête

Retroplanning

	16 Avril 2020	21 Avril 2020 23h59	26 Avril 2020 23h59
Lancement du questionnaire	✓		
Clôture initiale du questionnaire		✓	
Clôture finale			✓

Echantillonnage de l'enquête



Réponses

➤ **Nombre de personnes touchées :**
+630 personnes

➤ **Nombre de répondants :**
431

➤ **Nombre de réponses exploitables :**
204

➤ **Nombre de réponses complètes :**
171

➤ **Nombre de réponses incomplètes :**
33



Objectifs de l'étude



Mesurer les impacts
du COVID sur l'ESS

Analyser le niveau de
mobilisation des
mesures



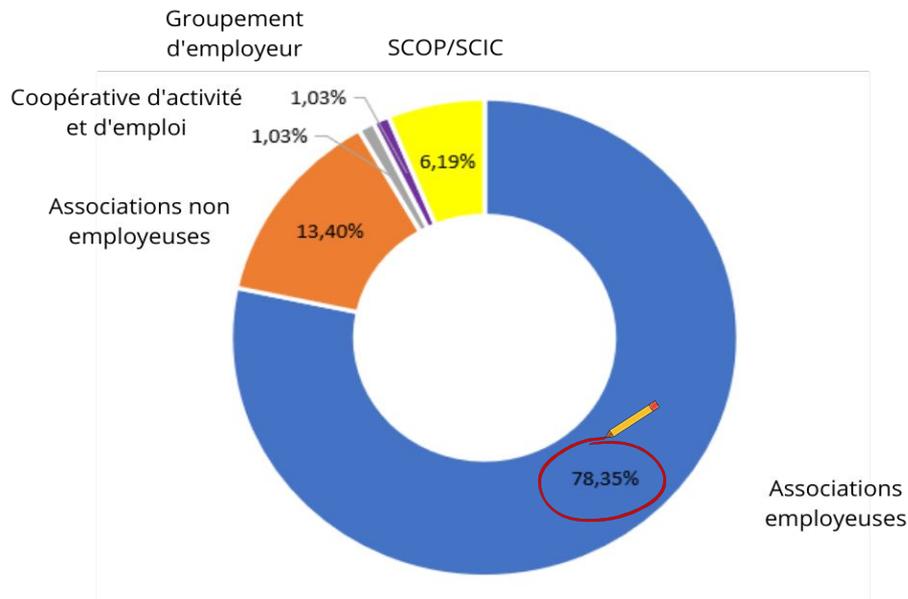
Identifier les besoins
à court et moyen
terme



Constats

1 – L'ESS et la VA se mobilise : des structures essentielles pendant le confinement

47,55% des répondants ont **maintenu** leur activité



Fort maintien de l'activité bénévole et employeuse pour les associations, mutuelles et coopératives proposant des services de proximité.

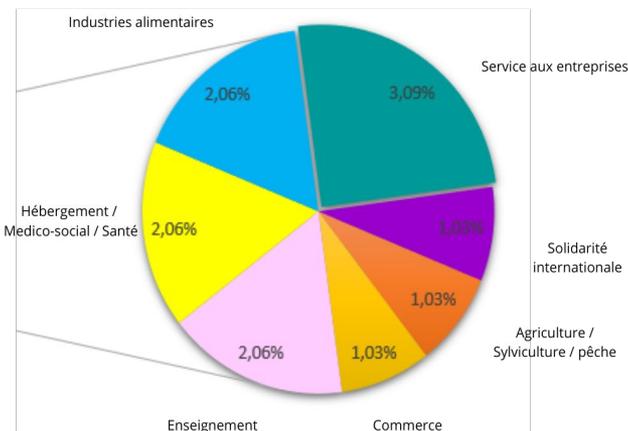
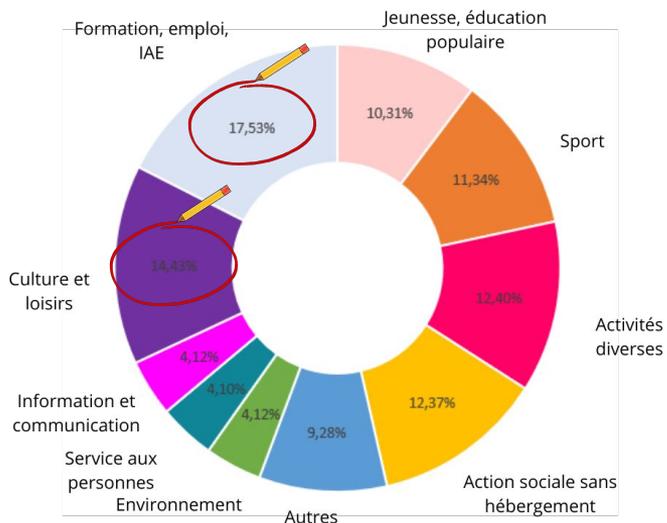
Mobilisation importante pour le déploiement de mesures d'urgences répondant au contexte sanitaire (fabrication de masques ...).

-78,35% des structures en activité pendant le confinement étaient des associations employeuses.

-Près d'un répondant sur deux a maintenu son activité avec un taux d'activité revu à la baisse.

Constats

2 – Tous les secteurs de l'ESS et de la VA mobilisés pendant le confinement



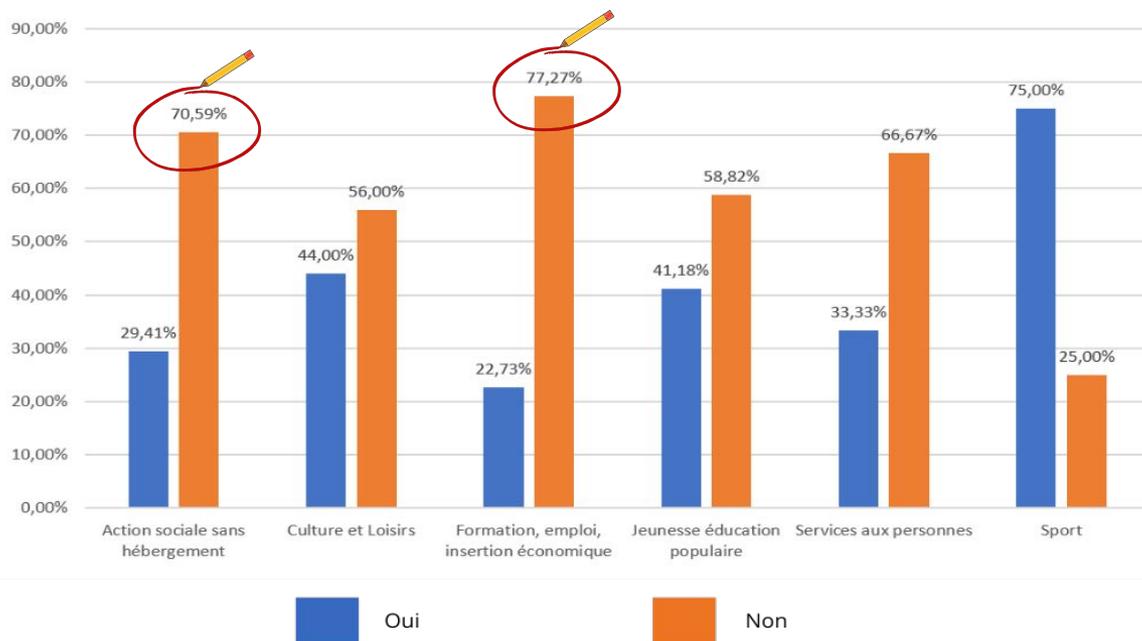
Digitalisation et développement des activités à distance pour faire face aux problématiques d'interdiction de regroupements: **culture, sport ...**

-Pour l'**action sociale et l'IAE** les services se sont **adaptés** et diversifiés face aux demandes urgentes du public (masques, préservation des liens sociaux, gestion du sanitaire...)

Les deux secteurs ayant été le plus mobilisés pendant le confinement sont :
- **17,53%** pour le secteur **Formation, emploi, Insertion par l'Activité Economique**
- **14,43%** pour le secteur **culture et loisirs**

Constats

3 – Des secteurs d'activité en suspens



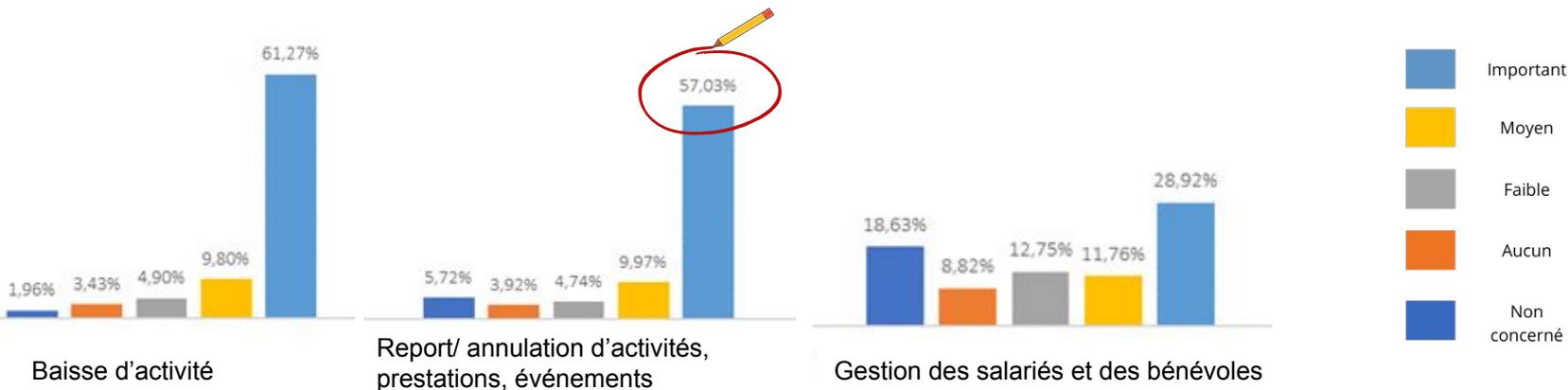
Si le sport était plus enclin à digitaliser ses activités et à s'adapter pendant le confinement, **3 secteurs** ont été grandement impactés : **l'IAE, l'action sociale sans hébergement et les services aux personnes**.

Ce sont des secteurs pour lesquels le **télétravail n'était pas approprié** ou/et les mesures de protection contre la propagation du virus représentaient un frein à l'activité.

-77% des structures dans le secteur de **la formation, emploi et IAE** ont cessé leurs activités,
-70% pour le secteur de **l'action sociale sans hébergement**

Constats

4 – Perception des dirigeants sur les impacts subis par les établissements



Plus d'un dirigeant sur 2 estime avoir connu une baisse d'activité importante complémentaire aux reports et annulations d'activités.

28,92 % des structures considèrent que **la gestion des salariés/ bénévoles** en période de confinement a été impactée de manière importante. Ce taux de perception démontre la capacité des établissements à faire **preuve d'adaptabilité** de leurs effectifs (télétravail etc..) afin **d'agir sur le territoire et de garder le lien**, malgré le contexte actuel.

- **61,3%** des établissements ont subi une **baisse d'activité importante**.
- **1 établissement sur 2** estime avoir connu un impact important sur la réalisation de prestations ou d'événements

Constats

5 – L'impact ressenti/perçu par les dirigeants



Certaines structures malgré des difficultés de trésorerie criantes, renouvellent une offre de service solidaire.

Diversification d'activité rendue complexe du fait de problème d'approvisionnement.
Survie des activités dépendante des décisions de partenaires clés : collectivités, établissements scolaires



Mobilisation des mesures :
-Le chômage partiel est le dispositif le plus cité.
-1 à 2 structures ont évoqué le PGE (un refus sans justification + 1 demande en attente de traitement)

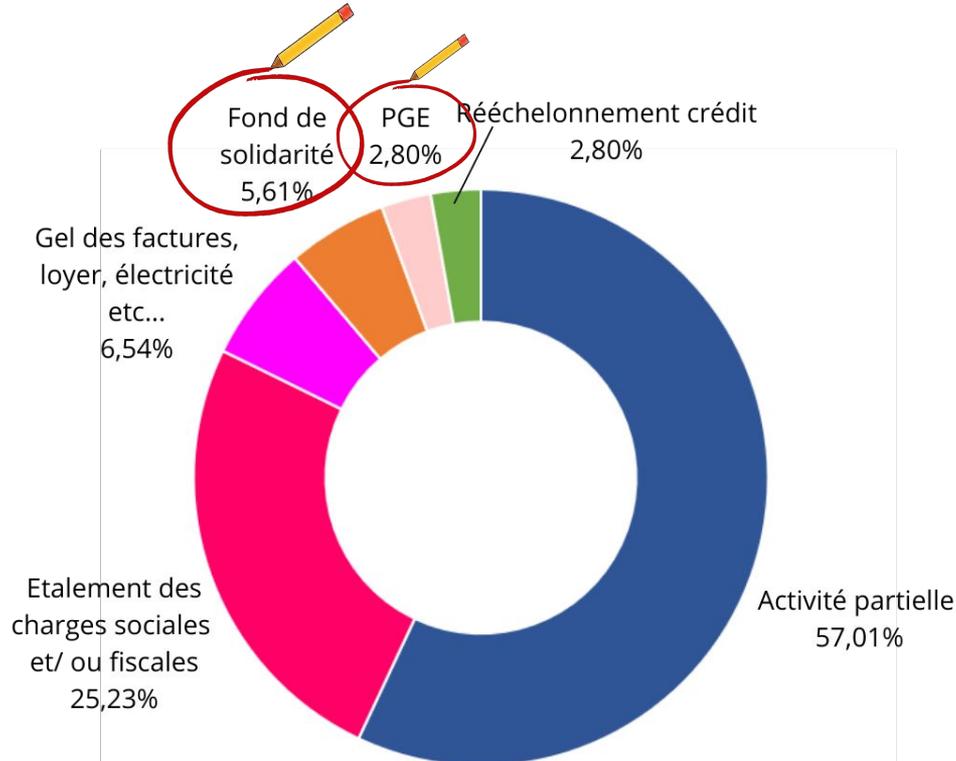
Climat intra :
-Anxiété des salariés / Manque de visibilité
-Salariés en chômage partiel pour plus de la moitié des répondants



Les mesures qui ont été mobilisées

38,72 % des répondants ont mobilisé **au moins une mesure**

Les mesures qui ont été mobilisées : **107 dossiers au total** (des répondants ont mobilisés plusieurs mesures en même temps)



La plupart des organisations **ne se sentaient pas concernées** par les mesures mises en place, notamment :

- le PGE avec **63% de non concernés**
- le FSN avec **57% de non concernés**

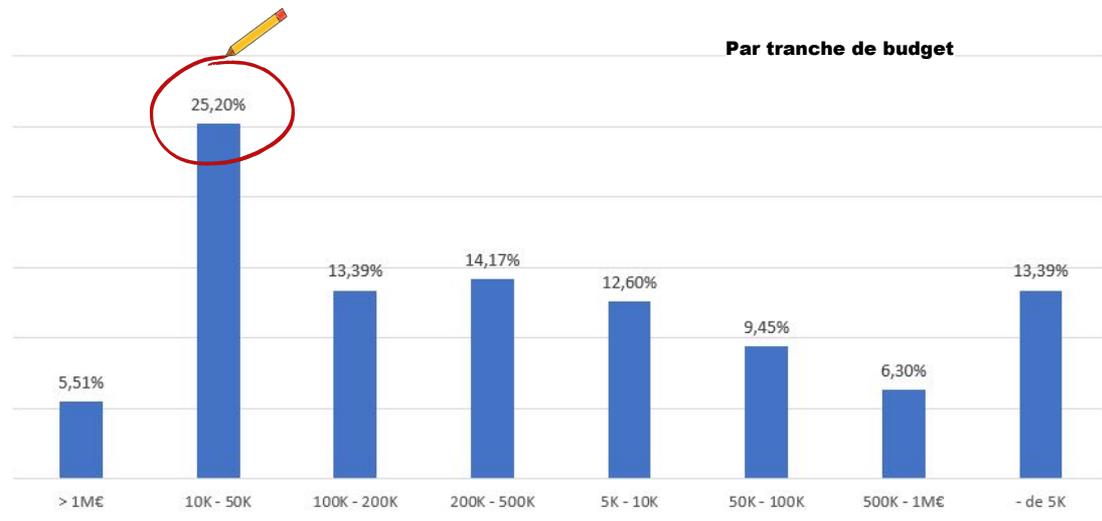
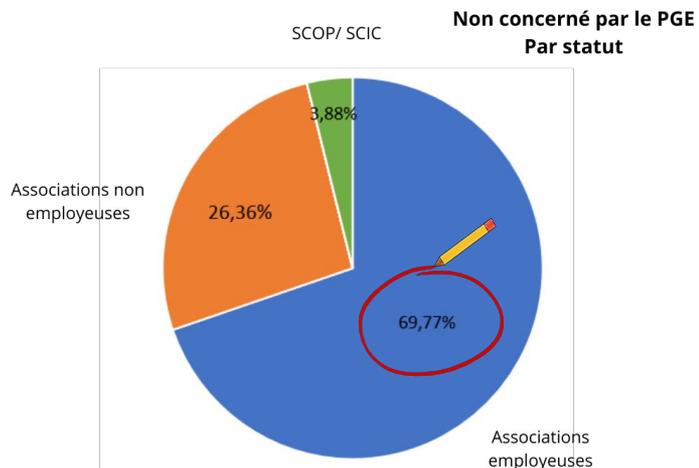
- **Plus d'un dossier sur deux concernent l'activité partielle**

- La mesure du PGE est peu utilisée (**2.80%**) on peut émettre l'hypothèse qu'elle n'est pas forcément accessible pour une grande partie des structures de l'ESS.

PGE : les problématiques

Analyse des structures non concernées par le PGE

63,24 % des répondants déclarent ne pas être concernés par le PGE.



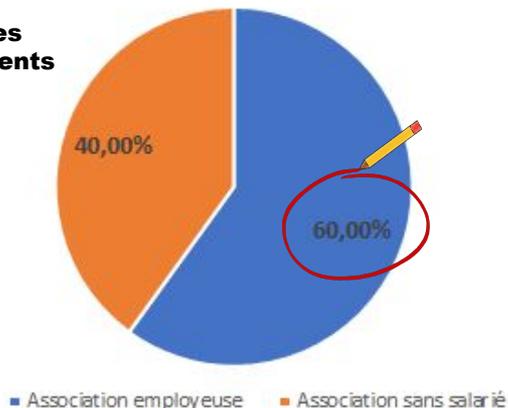
- **69,77%** des structures qui se sentent non concernées par le PGE sont **des associations employeuses**.
- Ceux qui disposent d'un budget compris entre **10K€-50K€** sont ceux qui se sentent le moins concernés. (**25,20%**)

PGE : les problématiques

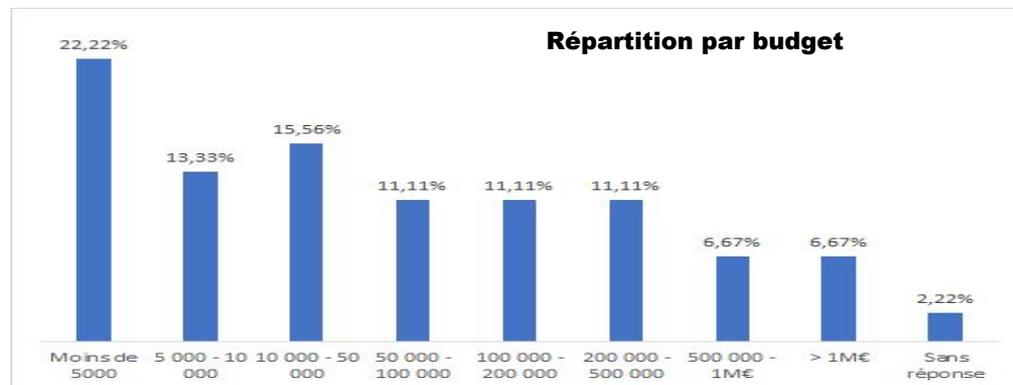
Analyse des structures non éligibles au PGE

22,06 % des répondants ne réalisent aucun chiffre d'affaires (**45 associations**)

Statut des établissements



Répartition par budget



-60% des structures n'ayant pas de chiffre d'affaires sont **des associations employeuses**.

L'ensemble des tranches budgétaires sont touchées par l'inéligibilité au dispositif PGE.

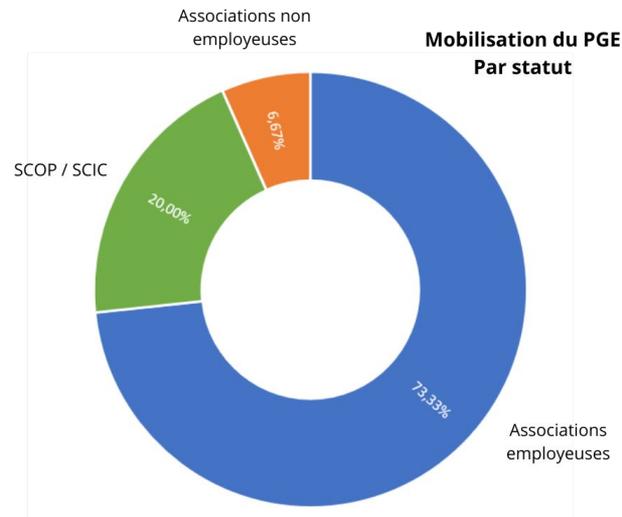
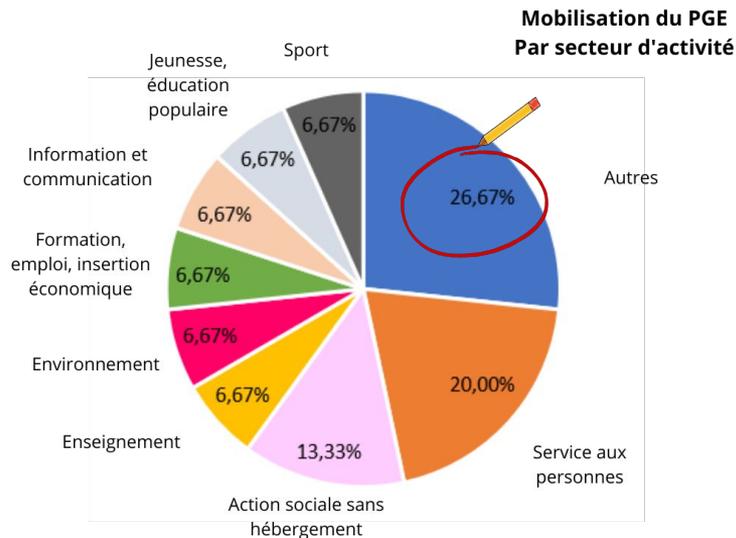
Les établissements ne produisant pas de chiffre d'affaires oeuvrent dans les secteurs suivants :

- **Sport : 28,89 %**
- **Culture et loisirs : 15,56 %**
suivis par l'action sociale sans hébergement, l'enseignement et jeunesse éducation populaire pour chacun 8,89 %

PGE : la mobilisation

Analyse des structures ayant mobilisé le PGE

7,35 % des répondants ont mobilisé le PGE ou étaient en cours de mobilisation



Les demandes de PGE ont été effectuées :

- à 73,33 % par des associations employeuses
- à 26,67 % par des établissements relevant d'un secteur autre (humanitaire, dév. économique et social, prévention santé, petite enfance, éducation à l'environnement)

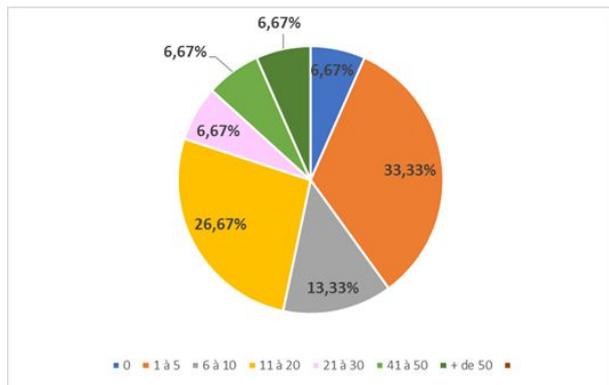
>> Les principaux secteurs d'activité qui ont mobilisé (ou étaient en cours de mobilisation) le PGE :

- Champ autre
- Services à la personnes
- Action sociale sans hébergement

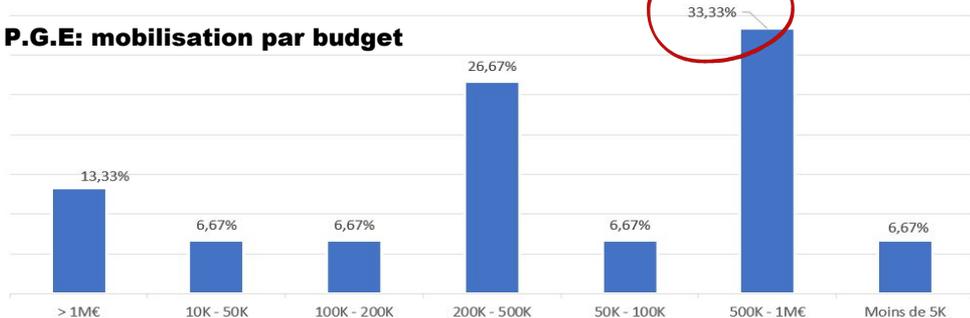
PGE : la mobilisation

Analyse des structures ayant mobilisé le PGE

7,35 % des répondants ont mobilisé le PGE ou étaient en cours de mobilisation



LE P.G.E: mobilisation par budget



>> Effectif des établissements qui ont mobilisé le PGE :

- 1 à 5 salariés (33,33 %)
- 11 à 20 salariés (26,67 %)

Les tranches budgétaires qui ont le plus mobilisé le PGE sont :

- 500K-1M
- 200K-500K
- >1M€

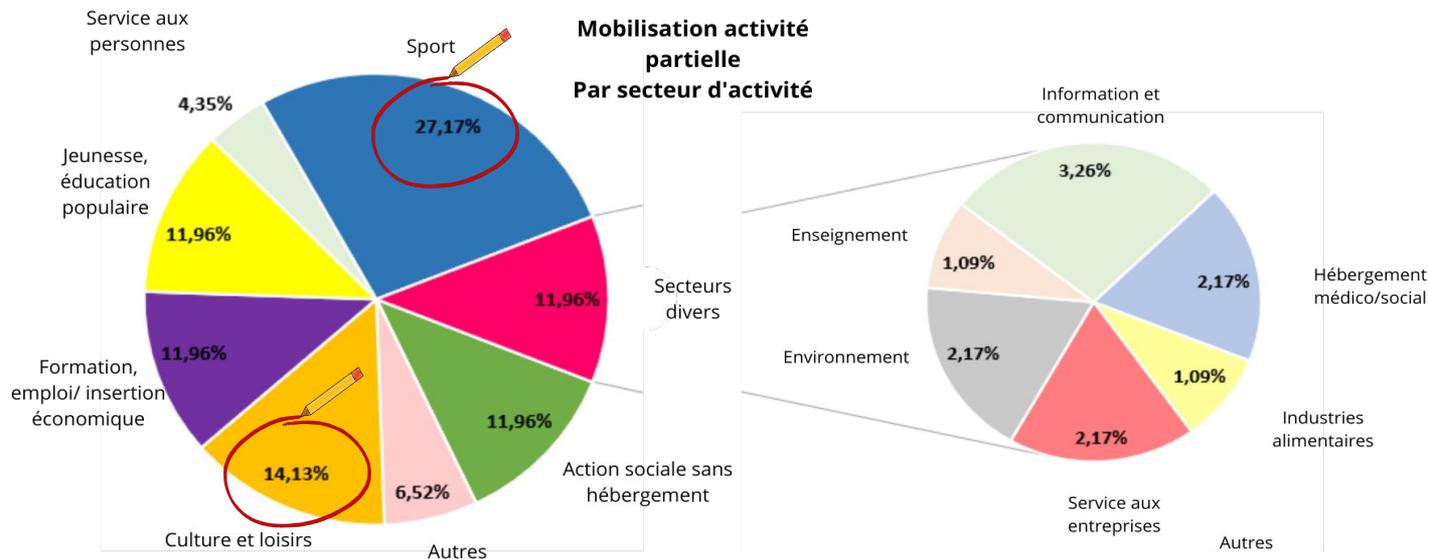
Les établissements ayant le plus de ressources sont plus susceptibles de mobiliser une mesure comme le PGE

Profil type d'une structure ayant mobilisé le PGE :

Une association employeuse ayant un budget compris entre 500K-1M€ et dans le secteur du service aux personnes

Activité partielle : la mobilisation

Focus sur une mesure économique : l'activité partielle



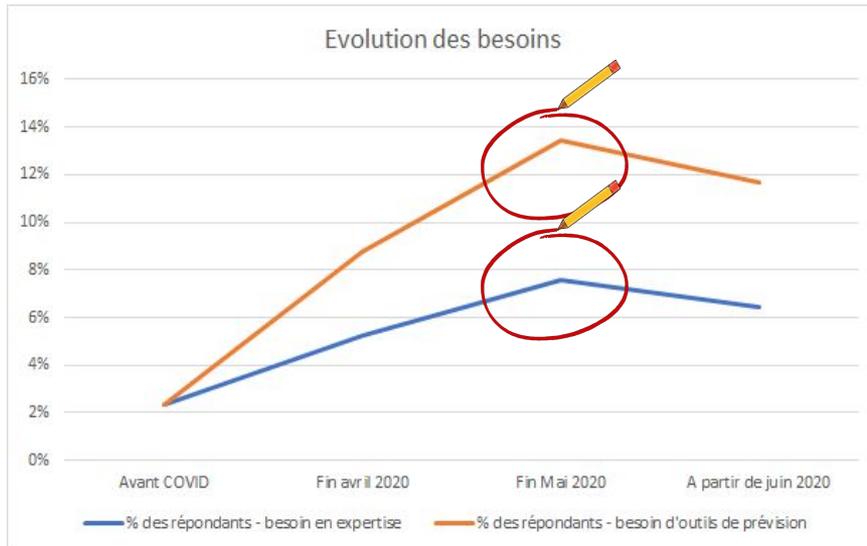
Les secteurs qui ont le plus mobilisé l'activité partielle sont :
-Le Sport (27,17%)
-Culture et loisirs (14,13%)

Les besoins

1 – Evolution des besoins en expertise et outils de prévision

23,53 % des répondants se sont exprimés

Des besoins en outils et en expertise à la gestion courante, administrative/ financière/comptable des établissements.



	Avant COVID	A partir de juin 2020	
Besoin en expertise	2%	6%	+4 points
Besoin d'outils de prévision	2%	12%	+ 12 points

Les difficultés liées à l'encaissement des subventions ont amené les structures à confirmer leur besoin en outils et en expertise.

Les besoins en terme d'expertise et d'outils semblent régresser suite au déconfinement

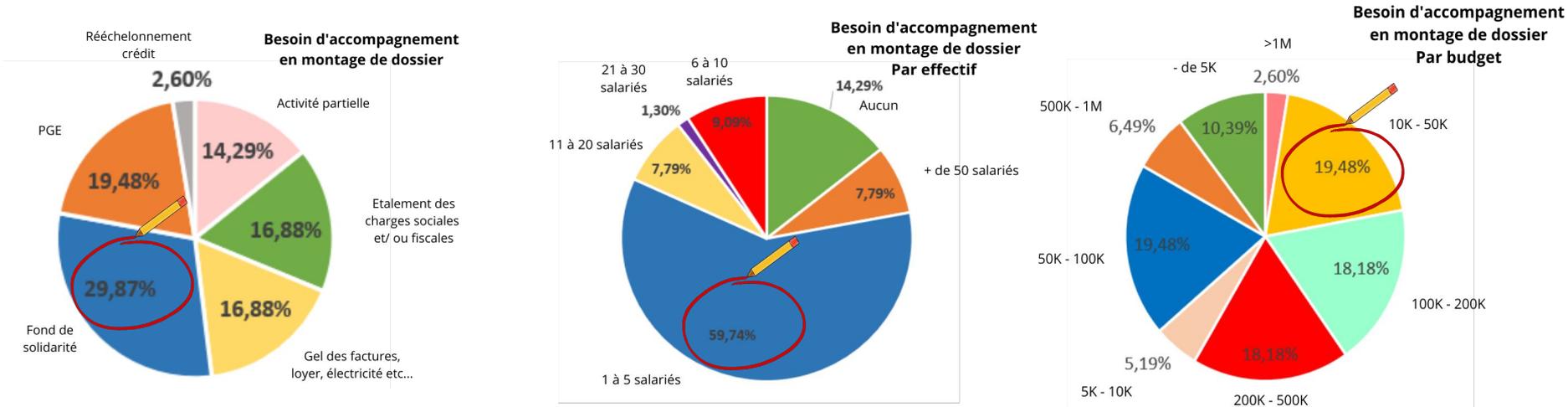
Les besoins sont **croissants**

x3 pour le besoin en expertise
x6 pour les besoins en outils de prévision

Les besoins

2 – L'évolution des besoins en accompagnement

20,59 % des répondants se sont exprimés



- Les deux mesures pour lesquelles les structures ont un besoin d'accompagnement significatif :
Fond de solidarité (29,87%)
PGE (19,48%)
- La tranche **1 à 5 salariés (59,74%)** est celle qui a le plus besoin d'accompagnement
- La plus grande part des répondants ayant un besoin en accompagnement a un budget compris entre **10K€ et 500K€**

Les besoins

3 – Analyse des besoins en trésorerie

54,90 % des répondants ont communiqué leurs besoins financiers

Trésorerie indispensable pour limiter les effets domino en cascade :

- non paiement de prestataires qui ne peuvent à leur tour payer leurs charges
- perte d'adhérents chez les associations

Période du 1er avril au 31 décembre 2020	
Besoin en trésorerie cumulé	12 416 072,03 €
Besoin en trésorerie cumulé (hors activité partielle avr-juin)	7 064 347,28 €



- Besoin **mensuel moyen** pour 112 répondants :
 - Salaires de 719 987,70 €
 - Factures de 258 311,50 €
 - Autres types de dépenses : 263 783 €=> Soit au total un besoin de **1 242 082,20 €**

- Besoins en trésorerie jusqu'au **31 décembre 2020** pour 112 répondants :
 - Salaires de 7 199 877,03 €
 - Factures de 2 583 115,00 €
 - Autres types de dépenses : 2 637 830,00 € (hors fonctionnement)=> Soit au total un besoin de **12 416 072,03 €**

-Un répondant sur 2 a exprimé un besoin de trésorerie

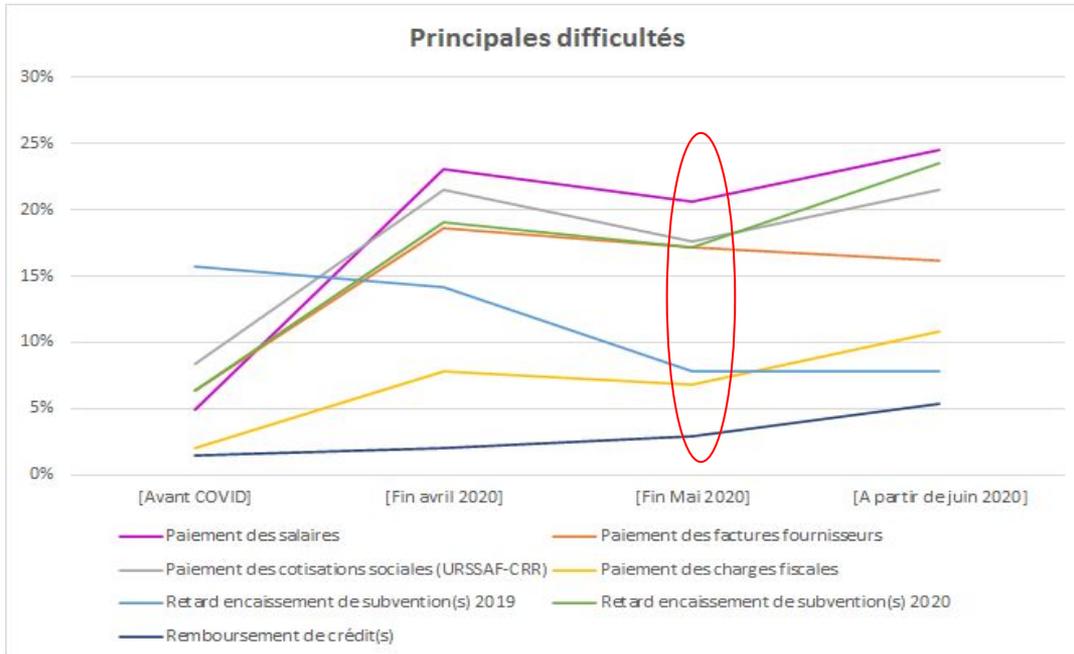
-Besoin moyen par établissement de l'ESS pour 2020 : **60 866,38 €**

Les difficultés

1 – Les principales difficultés

70,59 % ont évoqué leurs principales difficultés

La crise a amplifié les dettes



Malgré le dispositif d'activité partielle mis en place, les établissements rencontrent de grandes difficultés à payer leurs salariés : la trésorerie n'étant pas suffisante pour faire une avance de salaire.

Les difficultés liées au retard d'encaissement des subventions 2019 diminuent à la fin du mois de mai, ce qui faciliterait a priori le paiement des fournisseurs.

Le contexte sanitaire a un impact sur les demandes de subventions 2020 crée un manque de visibilité à partir de la fin du mois de mai.

-Les difficultés augmentent à la fin du mois de mai

-Diminution des retards d'encaissement des subventions 2019

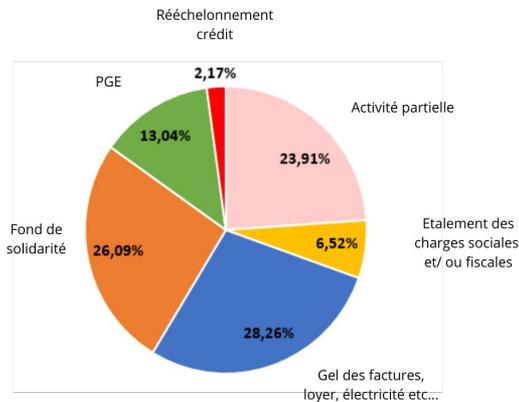
-Retards lié aux subventions 2020

Les difficultés

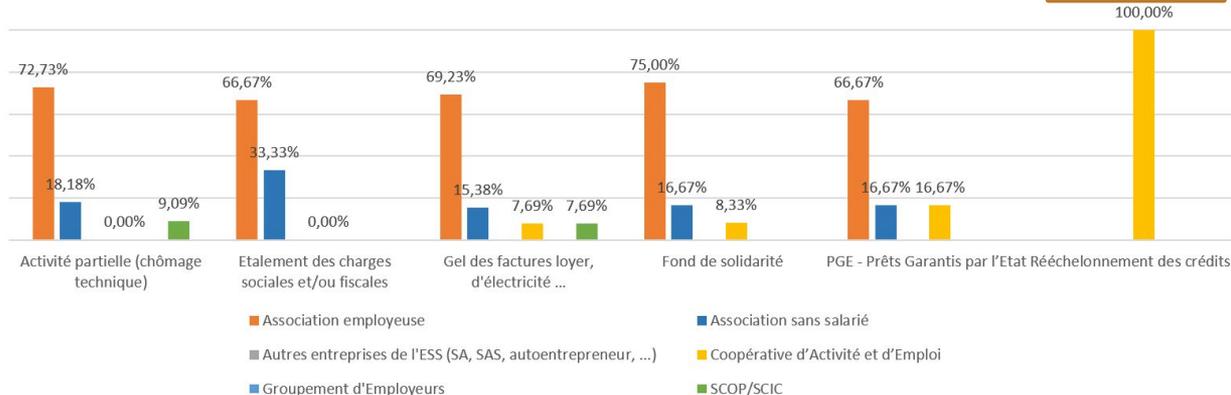
2 – Les difficultés rencontrées dans la mobilisation des mesures

16,18 % des répondants ont fait part des difficultés rencontrées pour la mobilisation des mesures

Les mesures où les répondants ont rencontré des difficultés



Les mesures où les répondants ont rencontré des difficultés / statut



Les deux mesures où les structures rencontrent le plus de difficulté dans la mobilisation sont :

- Fond de solidarité (26,09%)
- Gel des factures, loyer, électricité etc... (28,26%)

Les réponses concernant les difficultés rencontrées par dispositif confirment les besoins en accompagnement exprimés précédemment.

Regards croisés

1 – Établissement à l'arrêt pendant le confinement

Comparaison avec le national

	National	La Réunion	Commerce Réunion
Structures de l'ESS		34%	
Associations	65%	37%	
<i>dont Associations employeuses</i>		35%	
<i>dont Associations non employeuses</i>		43%	
Entreprises commerciales			74%

moyenne nationale

Près de 4 structures sur 10

2/3 des organisations en action

Regards croisés

2 – Le recours à l'activité partielle

Comparaison avec le national

	National	La Réunion	Commerce Réunion
Structures de l'ESS		61%	
Associations	70%	44%	
<i>dont Associations employeuses</i>		44%	
<i>dont Associations non employeuses</i>		----	
Entreprises commerciales			47%

Plus d'un établissement sur 2 a mobilisé le chômage partiel

Regards croisés

Constats, mesures mobilisés et problématiques

	Données Nationales (asso employeuse / non employeuse)	Réunion			
		Associations total (192)	Asso. Employeuses (139)	Non employeuses (53)	ESS (Asso. Employeuses + Entreprises) (151)
Associations à l'arrêt.	65%	37 % (...)	35%	43%	34%
Maintien d'activité	23%	-47% arrivent à maintenir leurs activités à distance/ ou sont en première ligne	-55% arrivent à maintenir leurs activités à distance/ ou sont en première ligne	-25% arrivent à maintenir leurs activités à distance/ ou sont en première ligne	56% arrivent à maintenir leurs activités à distance/ ou sont en première ligne
		-61% des associations estiment que l'impact subi sur l'activité de leurs structures est importante	-67% d'entre elles estiment que l'impact subi sur l'activité de leurs structures est importante	-47% d'entre elles estiment que l'impact subi sur l'activité de leurs structures est importante	-66% d'entre elles estiment que l'impact subi sur l'activité de leurs structures est importante
Annulation d'événement	90%	-56% des associations estiment que le niveau d'impact subi pour l'annulation des événements est important (plusieurs événements annulés sur l'année)	60 % des associations estiment que le niveau d'impact subi pour l'annulation des événements est important (plusieurs événements annulés sur l'année)	-45% des associations estiment que le niveau d'impact subi pour l'annulation des événements est important (plusieurs événements annulés sur l'année)	-59% des structures estiment que le niveau d'impact subi pour l'annulation des événements est important (plusieurs événements annulés sur l'année)
Recours chômage partiel	70%	44% ont déjà mobilisés le chômage/ ou sont en cours de mobilisation	44% ont déjà mobilisés le chômage/ ou sont en cours de mobilisation	Non concernées par ce dispositif	-61% ont déjà mobilisés le chômage/ ou sont en cours de mobilisation
		2% prévoient de le mobiliser dans 1 mois et 3% dans 2 mois et plus	2% prévoient de le mobiliser dans 1 mois et 3% dans 2 mois et plus		-3% prévoient de le mobiliser dans 1 mois et 4% dans 2 mois et plus
Besoins en trésorerie	30% ont moins de 3 mois de trésorerie				

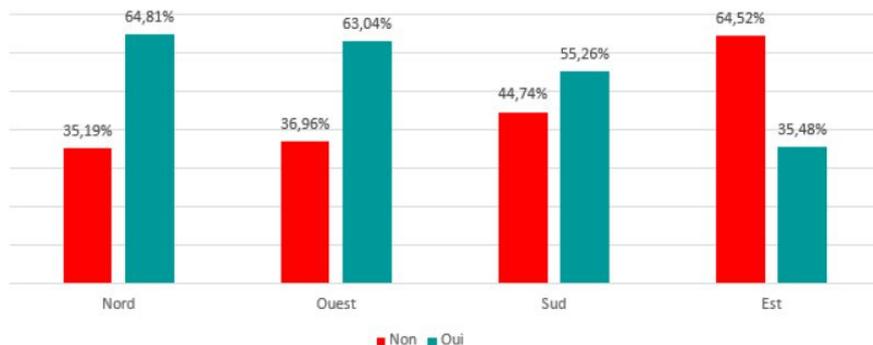
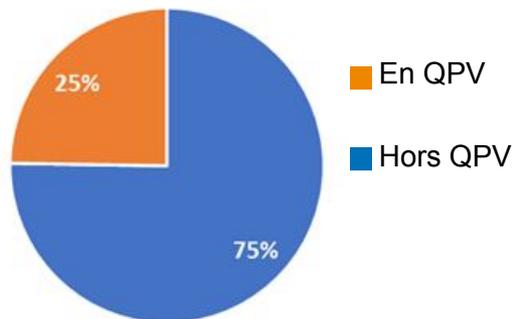
Comparatif national / régional sur les associations

	National	Régional		
		% du tissu associatif	Associations employeuses (139)	Associations Non employeuses (53)
Arrêt de l'activité	65%	37%	35%	43%
Maintien d'activité	23%	47%	55%	25%
Annulation d'événement	90%	56%	60%	45%
Recours chômage partiel	70%	44%	44%	Non concerné par ce dispositif

ESS et territoires

1 – La réaction des établissements par micro-région

Des activités maintenues par micro-région

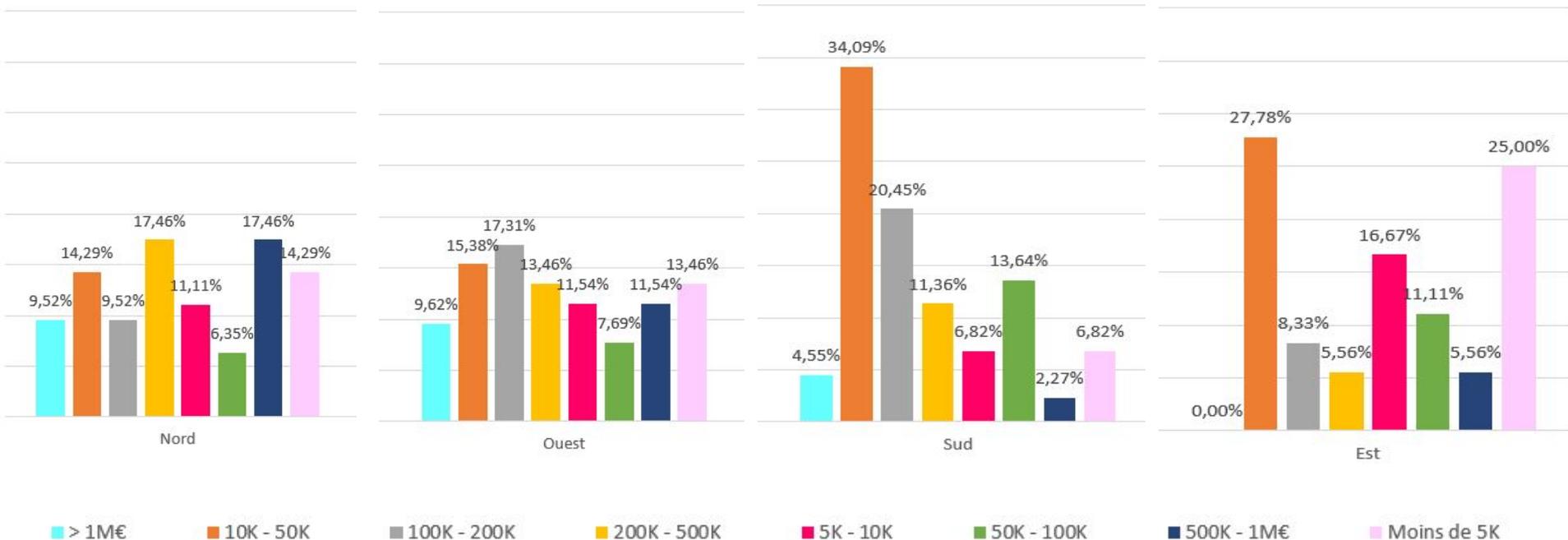


- 1/4 des établissements ayant maintenu leur activité sont situés en QPV.
- On peut noter qu'une majorité des structures dans l'EST n'était pas en activité en comparaison avec les autres micro-régions
- Le NORD et l'OUEST sont les deux micro-régions ayant un taux d'activité supérieur (64 et 63%)

ESS et territoires

2 – Budget par Micro-région

95,59 % des répondants ont indiqué leur budget annuel pour l'exercice 2019.



Tel : 02 62 21 50 60

cress@cress-reunion.com

www.cress-reunion.com



ORESS : Observatoire régional de l'ESS

Porté par la CRESS Réunion



Ce projet est cofinancé par l'Etat, au titre du contrat plan 2015/2020 et l'Union Européenne. L'Europe s'engage à la Réunion avec le Fonds social Européen - FSE. Avec la participation de la Région Réunion.

